

Le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)**

MAI 1965 — 3^{me} Année — N° 21

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.
Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB
Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
ou R.P. n° 24 Paris (19e)
C.C.P. 2202-22 Marseille

AU VIETNAM L'IMPÉRIALISME TRIOMPHE mais démasque ses alliés

Il est devenu banal de constater que les démocrates, progressistes et autres champions de la « justice » et de la « liberté » n'ont rien d'autre à brandir, contre les violences de la classe capitaliste, que l'arme dérisoire de leur « indignation ». Contre le Vietcong insaisissable, l'impérialisme américain avait déjà eu toute latitude, depuis des mois, de déployer des méthodes de répression auprès desquelles celles de l'hiltérisme paraissent dépourvues de tout raffinement et de toute imagination. Il a pu ensuite, devant la dégradation de la situation militaire au Vietnam du Sud, gravir un à un les degrés de « l'escalade » sans susciter d'autre riposte que la promenade, en diverses capitales, de quelques pancartes, d'ailleurs vite dispersées et qui réclamaient... la paix. Quelle belle époque de « démocratie véritable » et de « progrès incessant » du socialisme que celle où l'impérialisme le plus cynique peut massacrer, pilonner, cuire au napalm les populations en révolte et s'en tirer avec quelques vitres brisées dans une ambassade lointaine.

Il n'est toutefois guère hasardeux de penser qu'après un amoncellement convenable de cadavres la « paix » reviendra au Vietnam sous la forme d'un compromis entre les seuls « partenaires » qui aient droit au chapitre en la matière : les U.S.A., l'U.R.S.S., la Chine et peut-être... la France gaulliste avec ses « bons offices ». Il en a été ainsi une première fois de l'Indochine ; il en a été ainsi de la Corée. Ces « solutions » là sont les seules dont la diplomatie impérialiste puisse accoucher. Du moins doivent-elles ouvrir les yeux des prolétaires qui font encore confiance aux complaisances russes et chinoises de l'impérialisme. Elles illustrent d'abord de la façon la plus éclatante le double mensonge de la *coexistence pacifique*. Elles montrent ensuite que tout ce que l'histoire pouvait gagner à l'éviction du colonialisme, cette forme désuète de l'impérialisme, est désormais acquis et que les classes exploitées du Tiers-monde n'ont plus rien à attendre de ce côté-là : elles n'ont pas gagné grand-chose à l'indépendance, sinon de se trouver face à face avec l'expression la plus directe — l'expression nationale — de la classe exploiteuse universelle ; mais là où cette indépendance n'a pas été arrachée elle ne pourra plus guère l'être désormais.

Contre tout ce qu'enseignait l'orthodoxie marxiste, les révisionnistes de Moscou et de Pékin ont affirmé, des années durant, que le socialisme pouvait désormais l'emporter pacifiquement sur le capitalisme, que les voies de ce triomphe étaient celles de la victoire électorale sur le plan intérieur, celles de la coexistence, des débats à l'O.N.U. et du progrès du commerce sur le plan international. Il y a bien longtemps que le premier point de la formule a été ruiné ; c'est au second que

l'escalade américaine porte aujourd'hui un coup mortel.

Dès les premières heures des représailles américaines, les représentants de la presse mondiale à Washington ne se sont pas privés de dire que l'initiative de Johnson avait été encouragée par la pusillanimité des Russes et les attermolements des Chinois. A l'échelle des rapports entre Etats, la volonté de « coexistence » est ce qu'est la non-violence dans les rapports entre les classes : un encouragement à la violence du plus fort. Il y a quelque dix ans, Khrouchchev défendait le « droit des peuples » en frappant à coup de savate son pupitre de l'O.N.U. Ses successeurs se sont bornés à faire des discours indignés... à usage intérieur. Quant aux dirigeants de Pékin, c'est leur souveraineté nationale à eux qui les intéresse au premier chef : Washington ne s'y méprend pas qui, ces jours-ci, vient de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter tout « incident aérien » avec la Chine. On a quelquefois évoqué, à propos du pseudo-communisme chinois, un rôle historique « bonapartiste » qui lui serait dévolu pour

l'Asie. Mais dans ce cas, c'est au « second » Napoléon qu'il faut se référer et non au premier.

Défendre le Vietnam du Nord sur le plan diplomatique, lui expédier des armes et même des combattants est une chose ; « exporter la révolution à la pointe des baïonnettes » en est une tout autre. Que le Vietcong se débrouille donc avec les *marines* qui débarquent en force, qu'il s'accorde de ses bases incendiées. Quant à Hanoï, qu'elle rentre la tête dans les épaules sous le pilonnage qui détruit ses nœuds de communications, ruine son économie déjà précaire et la met à la merci de l'aide impudente que les U.S.A., entre deux lachers de bombes, lui offrent généreusement !

La seconde guerre mondiale avait déjà montré que la lutte « pour la démocratie » ne pouvait aboutir qu'au renforcement de l'impérialisme le plus puissant, donc à la transformation fasciste de la société puisque le capitalisme ne se survit que sous une forme totalitaire et que la victoire des « démocraties » anglo-saxonnes lui a accordé un

(Suite en page 3)

Faille du "socialisme" beurré

Lorsque les héritiers de Staline annoncèrent leur volonté de confier le sort du « socialisme » non plus à la force des baïonnettes, mais au développement de la « compétition économique » entre l'Est et l'Ouest, notre parti fit une série de critiques et de prévisions sur le caractère et l'issue de cette nouvelle phase de la contre-révolution stalinienne. Ce « tournant » ne fut pour nous qu'un aveu et loin de nous offenser, nous nous sommes au contraire réjouis des embrassades au sommet et des toasts portés à la « coexistence pacifique ». Nous savions trop bien que dans la guerre impérialiste les baïonnettes de Staline n'avaient servi qu'à la défense de l'ordre bourgeois et démocratique. Nous savions aussi qu'en Russie les plans quinquennaux n'avaient pas « édifié le socialisme », mais assuré l'accumulation du capital jetant les bases d'une économie de marché qui devrait tôt ou tard reconnaître que sa production était tournée vers le marché et mue par le profit.

Dans la sotte perspective du « socialisme » russe, c'est sur le terrain du marché mondial et non sur celui de la lutte des classes que devait se trancher la question de savoir qui l'emporterait d'un système économique ou d'un autre. Nous n'avons pas seulement dénoncé cette perspective comme étrangère

au marxisme révolutionnaire ; nous en avons prévu l'échec. Lorsque Khrouchchev lança le mot d'ordre de « rattraper » les U.S.A. dans les vingt années à venir pour l'ensemble de la production industrielle et agricole, nous avons montré que cet objectif était irréalisable même dans le cas où les chiffres prévus seraient atteints. Le plan septennal, qui doit s'achever en 1965, constituait un premier jalon. D'après les données publiées par la « Pravda » le 30-1-65 sur les résultats de 1964 et le discours alarmiste de Brejnev au plénum du Comité Central le 24-3-65, nous pouvons déjà affirmer que de nombreuses branches de l'économie russe ne réaliseront pas les objectifs du plan septennal.

Dès le début de la compétition russo-américaine, nous avons repoussé la théorie selon laquelle des rythmes élevés d'accroissement de la production industrielle sont une caractéristique et un avantage des pays « socialistes » par rapport à l'Occident bourgeois. Il nous fut facile de montrer que des pays comme l'Allemagne ou le Japon battaient régulièrement tous les records productifs de l'U.R.S.S. En même temps, nous avons affirmé comme une loi générale que les

(Suite en page 2)

Socialisme... islamique

Le second congrès de l'Union Générale des Travailleurs Algériens (U.G.T.A.) qui s'est tenu pendant la dernière semaine de mars a fourni une nouvelle tribune à la rhétorique « socialiste » de Ben Bella.

Ce fut, a-t-on dit, le congrès de l'autogestion, « première étape importante vers le socialisme », car, pour citer Ben Bella, « la véritable démocratie, la démocratie réelle (sans autres précisions, N.D.R.) est le moyen même de réaliser le socialisme... pour le peuple mais également par le peuple ».

Voyons un peu cette démocratie « réelle ». Elle aurait, selon Ben Bella toujours, « résolu le problème agraire » ; mais lui-même déclarait le 22 février (au second séminaire économique afro-asiatique) que « les entreprises autogérées s'étendaient sur plus de 3 millions d'hectares » contre 7 millions 340.000 hectares en propriété privée sur lesquels travaillent « plus d'un million de travailleurs agricoles » contre moins de 150.000 dans les entreprises autogérées. Par ailleurs et jusqu'à plus ample informé, aucun des grands théoriciens du socialisme « algéro-islamique » n'a jusqu'ici prouvé (et comment le pourraient-ils ?) que l'autogestion

supprime la marchandise, le marché, le travail salarié, et que la « participation ouvrière à la gestion » surfiise pour avoir le socialisme. Démocratie, donc ? Certainement. Socialisme ? Pas le moins du monde !

En ce qui concerne l'industrie, Ben Bella reconnaissait le 30 mars que « la part principale de l'industrie, de l'industrie de base surtout » appartient au secteur privé, géré le plus souvent par des étrangers, tandis que pour une autre part « l'Etat algérien est associé aux producteurs privés, en général étrangers ». On peut en déduire deux choses. Tout d'abord que prétendre avoir réalisé « le passage dans les mains des travailleurs (en admettant un instant que l'autogestion consiste en cela, N.D.R.) d'une partie importante des moyens de production industriels », n'est qu'une vantardise gratuite. Ensuite que, comme Ben Bella l'admet lui-même, la plus grande part de la production industrielle, quel-que soit privée ou semi-étatique, repose sur les exportations. Elle est donc strictement liée au marché mondial et par voie de conséquence aux intérêts des « monopoles étrangers ». Que devient alors « le pouvoir des travailleurs sur les

moyens de production » et sur la production elle-même ? Que devient une autogestion qui est elle-même... gérée par le marché mondial et ses lois ?

Mais il y a mieux. Dans le secteur privé, la grève est, par la grâce de Ben Bella, légitime, tandis qu'elle n'a aucune justification dans le secteur public. De plus, dans les industries travaillant pour l'exportation, « la lutte contre les monopoles étrangers ne doit pas faire oublier les intérêts fondamentaux de l'Algérie, par exemple la construction et la gestion des oléoducs, le fonctionnement des ports, etc. », ce qui signifie que les ouvriers doivent courber silencieusement l'échine au nom de ces fameux « intérêts ». Pour le secteur privé en général, « le recours à la grève peut éventuellement (il y a toute une philosophie dans cet adjectif, N.D.R.) être envisagé à condition qu'il s'inscrive dans le cadre de l'ensemble de la stratégie dictée par le pouvoir révolutionnaire », ce pouvoir qui est le co-gérant des entreprises capitalistes mondiales en Algérie et qui protège la partie principale de l'industrie au nom des exigences du marché mondial.

Rabah Djermane fut encore plus clair. Se référant « aux conflits so-

ciaux que nous avons vécus ces derniers temps », il déclara : « La grève, droit sacré des travailleurs, ne signifie pas anarchie. Dans un pays qui édifie le socialisme, les grèves spontanées, irrégulières nuisent à l'économie du pays. La grève est la défense en dernier recours des travailleurs, lorsque toutes les solutions de conciliation et d'arbitrage proposées ont échoué. Voilà pourquoi les conflits doivent être portés à la connaissance du parti et du gouvernement ou de leurs représentants, et doivent être créés des commissions pour que les intérêts des travailleurs ne soient pas sacrifiés. »

En d'autres termes, avant de passer à « l'autogestion » de leurs propres luttes, les travailleurs doivent demander à l'Etat s'ils peuvent ou non faire grève et si, par hasard, cela n'engendrerait pas une dangereuse « anarchie » ! Ainsi, dans le domaine agricole comme dans le secteur industriel, le socialisme arabe est un instrument (une truelle) pour « stimuler l'ardeur au travail et l'augmentation de la productivité » et peu importe si ce travail et cette production servent les intérêts de la bourgeoisie nationale et internationale...

L'œuvre démoralisatrice de la presse syndicale

(Suite de la 1^{re} page)

pays de capitalisme jeune accumulent à des rythmes rapides qui vont normalement en décroissant. Nous avons également établi que l'économie russe n'échappe pas à cette loi. Cela s'est entièrement vérifié pour le rythme moyen d'accroissement de la production industrielle depuis la guerre. Il a été annuellement de 19,7 % (1947-1952), puis de 11,4 % (1953-1958), pour tomber encore à 9,2 % en 1959-1964. Pour 1964, ce taux est de 7,1. Au lieu de prophétiser la « victoire » économique imminente du « socialisme », les dirigeants de Moscou auraient mieux fait de compter avec l'essoufflement inévitable d'un capitalisme russe vieillissant !

Sur la base des résultats acquis en 1964, nous avons calculé le taux d'accroissement nécessaire en 1965 pour que les prévisions du plan septennal soient réalisées. Ce taux, comparé à celui de 1964, rend ces objectifs tout à fait illusoire pour un certain nombre de productions essentielles. Pour l'acier, l'accroissement réel en 1964 a été de 6 % et il devrait être de 7 % en 1965 ; le rapport est de 9 % (1964) à 7,1 % (1965) pour le pétrole, et de 11 % à 8,5 % pour l'énergie électrique. Là le succès est encore possible. Mais il devient tout à fait hypothétique pour des produits aussi importants que le fer (1964 : 6 % ; 1965 : 9,6 %), le charbon (1964 : 4 % ; 1965 : 9,8 %), le gaz naturel (1964 : 20 % ; 1965 : 35,3 %) et le ciment (1964 : 6 % ; 1965 : 24,6). Que dira-t-on à la fin du plan septennal ? Que Khrouchtchev était un imprudent démagogue ? un dirigeant irresponsable ? Le « tournant » a déjà déjà été pris pour fournir « l'explication » de cet échec.

Le retard de la production industrielle se double d'une crise chronique et avouée de l'agriculture russe. Cela n'est pas pour nous étonner : Marx nous a enseigné, il y a plus d'un siècle, que la production des moyens de production en régime capitaliste laisse loin derrière elle celle des biens de consommation. Le capitalisme est mangeur d'acier, mais non de pain, de viande et de légumes. On en jugera d'après le pourcentage d'accroissement des ventes au détail publié par le Bureau Central de Statistiques dans la « Pravda » du 30-1-65. L'augmentation en 1964 n'a été que de 4 %

pour les produits céréaliers, 3 % pour les fruits, 10 % pour les légumes, 2 % pour le sucre, 4 % pour les chaussures. La vente d'œufs reste stationnaire ; elle a même baissé pour la viande (-2 %) et les tissus (-3 %). Par contre, sont à l'avant-garde les réfrigérateurs (21 %), les machines à laver (27 %), les appareils de télévision (20 %). Le capitalisme nous avait appris à serrer la ceinture en dansant devant l'armoire à glace de nos grand-mères. Avec les « progrès » de la science et les merveilles de la production capitaliste, l'opération se passe désormais dans un fauteuil devant le poste de télévision !

Écoutez le triste bilan déposé par Brejnev au plénum du Comité Central (« Pravda » du 27-3-65) : « La production agricole brute de base sur la base du plan septennal (1959-1965), augmenter de 70 %. Or, elle n'a augmenté que de 10 % en six ans. Si la production agricole brute a augmenté en moyenne de 7,6 % par an de 1955 à 1959, cet accroissement n'a été que de 1 % ces cinq dernières années ». Et ce n'est là qu'une « vérité statistique » reposant sur les trucs habituels des économistes russes. La vérité de classe est encore plus dure. En fait, de 1959 à 1963 (certains chiffres n'ont pas été publiés pour 1964), la production de céréales a baissé de 1.248 millions de quintaux par an à 1.075 millions ; et la production par tête d'habitant est passée de 588,6 kg. par an à 475 kg. La baisse annuelle est de 5,4 % contre un accroissement prévu par le plan septennal de 3,7 % ! Les pommes de terre ont subi le même sort, baissant de 25 %, en six ans au lieu de croître au rythme de 8 % par année. Pour la viande l'accroissement annuel a été de 0,8 % contre les 11 % du plan ; pour le lait : 1,1 % contre 8,9 % ; pour le beurre : 1,7 % contre 3,7 % ; enfin, pour les œufs : 3 % contre 7 %.

Malgré les augmentations successives du prix des produits agricoles et les innombrables mesures d'encouragement au paysan la politique khrouchtchévienne du « socialisme beurré » avoue sa faillite. L'augmentation du prix de la viande n'a pas incité les paysans kolkhoziens à accroître la production ; ceux-ci se sont simplement contentés d'empocher la différence au nez et à la barbe de l'Etat « socialiste » qui leur a manifesté sa reconnaissance en augmentant l'étendue des enclos in-

dividuels et en facilitant l'acquisition de bétail privé par les familles kolkhoziennes. Le paysan prospère et affame l'ouvrier ; n'est-ce point là encore une vérité de classe, une dénonciation vivante du faux « socialisme » russe ?

Dans son discours au plénum, Brejnev a proposé quelques « remèdes » à la crise actuelle. Ils révèlent encore plus nettement le charlatanisme d'Etat qui se dit « socialiste », et relâchent encore d'un cran le contrôle du marché. Selon Brejnev, le mal n'est pas le système kolkhozien et la petite entreprise, mais dans les « excès » de la planification centrale. Il propose d'arrêter pour plusieurs années les plans de stockage par l'Etat des produits agricoles, de manière à encourager la production pour le marché libre et décide pour 1965 de réduire de 65,5 millions de tonnes à 55,7 le volume des livraisons de céréales ; pour la viande ce volume passera de 9 millions de tonnes à 8,5. Et Brejnev d'ajouter : « Le volume des achats prévus ne satisfait pas pleinement les besoins grandissants du pays et ne permettra pas la constitution de réserves, aussi faudra-t-il organiser également l'achat des surplus éventuels. En vue de favoriser cette entreprise, les tarifs appliqués aux achats seront supérieurs de 50 % au prix de base.

L'Etat est prêt à assumer des frais supplémentaires pour ces opérations de stockage et prévoit à cet effet une redistribution des fonds à l'intérieur du budget ». Cela signifie que les kolkhoziens déjà bénéficiaires exclusifs de l'augmentation des prix des produits agricoles vont recevoir de l'Etat une nouvelle manne de 50 % à valoir sur une fraction des stocks publics.

Comment ce cadeau supplémentaire à la paysannerie russe pourrait-il ne pas gréver les investissements industriels et ne pas approfondir le retard pris dans la « compétition économique » ? Comment pourra-t-il surtout ne pas aggraver encore la situation du prolétariat russe ? Il n'en faut pas demander raison à l'Etat moscovite tuteur des intérêts de classe du Capital. La « sagesse » bourgeoise de l'Occident avait compris depuis longtemps qu'on ne peut avoir à la fois le beurre et les canons. Le « socialisme » russe n'a pas démenti cet axiome. Spoutnik et goulasch ne sont pas plus compatibles. Mais bientôt ces pittoresques vocables qui ont fait le tour du monde comme un fallacieux symbole de « paix » de « prospérité » et de « socialisme », ne seront plus à l'esprit des ouvriers russes qu'un équivalent de notre carotte nationale.

L'œuvre démoralisatrice de la presse syndicale

(Suite de la page 3)

nistration en particulier, le capitalisme en général, le savent très bien. Aussi s'ingénient-ils à utiliser diverses discriminations d'avantages matériels aux fins de dissociation de l'entente possible. S'ils y ont quelquefois réussi, ce n'est pourtant que grâce à la complicité syndicale s'exerçant au travers des revendications hiérarchisées. On a vu ainsi, durant deux dizaines d'années, le personnel d'exécution faire la grève, le personnel d'encadrement s'en abstenir — sinon la combattre — et l'augmentation réclamée étant en pourcentage, les catégories grévistes obtiennent quelques misérables centaines de francs, les autres quelques milliers. Pour surmonter ce handicap il n'est qu'une plateforme possible de ralliement entre inspecteurs et surveillants d'une part, personnel d'exécution de l'autre, celle qui repose sur deux revendications essentielles : augmentation générale et uniforme en ce qui concerne les salaires, lutte commune en ce qui touche les conditions de travail. Mais cette plateforme est déjà une plateforme de lutte de classe et, comme telle, elle exige que soit énoncée une vérité de classe sur la nature réelle des « services publics ». Nous allons voir tout de suite que lorsque la C.G.T. s'adresse aux inspecteurs et surveillants, elle parle de tout sauf de cela.

Si nous lisons « L'Appel » lancé aux cadres par le Congrès national de la Fédération C.G.T. des Postes et Télécommunications nous voyons sans doute que le dilemme qui se pose à ces catégories est clairement formulé. On y cite le cas, par exemple, d'une surveillante des chèques ou du téléphone « prise en sandwich » entre le chef de service « qui la pousse à exiger toujours plus » du personnel et ce dernier « qui se bat parce qu'il ne peut faire plus ». Sans doute ce même texte appelle-t-il surveillants et inspecteurs à « prendre courageusement parti » et à se ranger « avec le personnel contre l'Administration » ; mais sur quelle donnée se base cette invitation ? Sur les intérêts communs à toutes les catégories de salariés face à l'exploitation de classe que dissimule la gestion étatique des services « publics » ? Point du tout. C'est au nom d'un « intérêt collectif » qui serait à la fois au-dessus des intérêts du capital et des intérêts du prolétariat. « Prenez modèle — dit en effet l'appel de la C.G.T. — sur les ingénieurs des mines qui n'ont pas hésité à entrer en grève avec les mineurs pour sauvegarder l'avenir des mines françaises ». Et plus loin : « Placez-vous résolument dans ce combat pour refaire cette maison des P.T.T. qui méritait autrefois l'admiration du monde entier ». En somme la C.G.T. appelle les cadres à sauver « l'entreprise P.T.T. » à redorer le blason d'une administration quelque peu décadente. Eh bien, nous disons, nous, qu'il n'est pas possible de solidariser les catégories qui se battent contre l'administration à des catégories qu'on appelle à redresser le prestige de celle-ci. Nous disons qu'un « appel » de ce genre, même et surtout s'il est vainqueur pour ceux auxquels il s'adresse, ne peut être que source de confusion et de démoralisation pour la catégorie qui, soi-disant, devrait bénéficier de l'appui de ses destinataires. On ne sait si les inspecteurs et surveillants peuvent ou non y répondre favorablement. Ce dont nous sommes sûrs, par contre, c'est que l'idéologie d'entreprise sur laquelle il s'appuie, l'hommage rendu au prestige de la « vieille maison », l'invitation à défendre un « grand service public », en un mot toute cette flagornerie écoeurante devant l'organisation d'un secteur qui est tout autant capitaliste et exploiteur que le secteur privé constitue une véritable injure à ceux-là même que ce secteur exploite.

laboration de classe s'efforce de la cacher en parlant de planification et de productivité comme si ces choses-là pouvaient être « aménagées » de façon à ne pas peser sur la situation des salariés. On a vu déjà plus haut que la C.G.T. ne dénonçait pas la productivité en général mais seulement « telle qu'elle est conçue dans les P.T.T. » On peut lire de même dans sa Presse (« Bulletin des Inspecteurs ») un article dans lequel la planification capitaliste est mise en cause mais accompagnée de ce petit corréatif « plus particulièrement sous le gaullisme ». Nous connaissons la raison de ce distinguo subtil : aux yeux des responsables de la C.G.T., une planification démocratique, accomplie sous l'égide d'un gouvernement de gauche — lequel ne changerait et ne pourrait changer rien à rien des rapports bourgeois de production — se verrait ipso facto conférer tous les mérites.

Pourtant c'est dans ce même organe de la C.G.T. que nous trouvons un exemple frappant de ce qu'est et ne peut qu'être la planification capitaliste. Face au retard du téléphone en France (en patriotes conséquents les rédacteurs écrivent « notre » retard, « notre » pays, « nos » télécommunications) le gouvernement a envisagé trois niveaux possibles de développement des investissements en ce domaine, trois « hypothèses », faible, moyenne et forte qui s'échelonnent de l'état actuel jusqu'au niveau à atteindre pour rattraper les autres pays. Sans entrer ici dans les détails techniques de l'étude, relevons simplement la conclusion à laquelle elle aboutit : la perspective gouvernementale en cette matière consiste purement et simplement à réaliser les prévisions maximum avec un nombre d'agents inférieur au nombre actuel. L'article déduit : « La « grandeur nationale » exige que nous (sic) ayons une densité téléphonique égale à celle des autres pays... mais le gouvernement veut faire supporter financièrement le coût de l'opération au personnel en faisant une coupe sombre dans les effectifs prévus pour l'hypothèse faible ».

Tout cela n'est-il pas clair ? Le propre de toute politique de grandeur nationale, qu'elle soit ou non gaulliste, consiste à amortir les investissements sur le dos des salariés. Les capitaux existants n'ont-ils pas déjà été extorqués au salariat sous forme de plus-value ? Quand le phénomène devient aussi éclatant, aussi cynique, quelle doit être l'attitude du syndicat de classe ? Le minimum qu'il puisse faire ce serait d'abord de ne plus cautionner l'opération, de faire claquer la porte de ces commissions et organismes techniques dans lesquels il siège déjà aux côtés des représentants de l'Etat et du patronat et dans lesquels il n'aurait jamais dû mettre les pieds. Mais cela la C.G.T. ne le fera pas. Elle ne croit plus à l'abolition révolutionnaire du salariat qu'elle inscrit à sa naissance sur son drapeau. Elle ne fait plus confiance au prolétariat, seule classe capable de transformer radicalement les rapports sociaux. Elle préfère cajoler et flatter les catégories petites-bourgeoises pour avoir leur voix aux élections tant sur le plan administratif que politique. Mais ces cadres imbus de leurs préjugés de « techniciens » n'ont pas d'autre rôle, lorsqu'ils parlent de « notre » retard, de « notre » pays, de « nos » télécommunications que l'enraciner dans l'esprit des catégories exploitées ce mensonge criminel selon lequel le prolétariat a toujours quelque chose à défendre, la « démocratie » et la « patrie » en politique, l'entreprise, le service, la « vieille maison » sur le plan syndical.

Contre eux et contre leur idéologie empoisonnée, nous répétons que la classe salariée, dans les P.T.T. comme ailleurs, n'a qu'une chose à elle, son programme révolutionnaire de classe, sans lequel non seulement elle se condamne à ne jamais abattre l'exploitation, mais encore se désarme toujours plus devant elle chaque jour.

DANS LE MONDE

U.S.A. : Chômage.

En février, 4,2 millions de chômeurs ont été enregistrés aux Etats-Unis, soit 5 % du total de la force de travail (73,8 millions) ; parmi ces chômeurs, 800.000 étaient des jeunes de moins de vingt ans.

Cinq pour cent, c'est peu, dirait-on. Mais 4,2 millions de chômeurs c'est beaucoup pour une société qui se proclame en expansion et qui, augmentant sans cesse la productivité du travail grâce aux perfectionnements technologiques, ne risque pas d'absorber ce chômage mais bien de l'augmenter, surtout si l'on tient compte d'une augmentation démographique trop « élevée ». L'avenir n'est guère brillant pour les ouvriers de la « grande société » de Johnson, spécialement pour les ouvriers noirs qui comptent proportionnellement deux fois plus de chômeurs que les blancs...

ITALIE : Même trahison des syndicats qu'en France.

A Milan, les ouvriers des entreprises suivantes sont en lutte : Pirelli, Edison, Triplex, SIT Siemens, Sogema, Gramigna, TIBB, Borletti et Trafilieri. Mais la ruineuse politique des centrales syndicales isolées et fragmentées chacune de ces lut-

tes au lieu de les fondre en une seule.

A l'Alfa Romeo ont fait grève... une heure par jour. A la Pirelli, après six mois de lutte pour le renouvellement du contrat, les ouvriers font grève un quart sur deux. Comment s'étonner qu'aucune lutte n'aboutisse et que le patronat licencie impunément par mesure de représailles ? Envoyer des patrouilles isolées à l'assaut d'une solide forteresse c'est les condamner à un massacre systématique. C'est précisément ce que font les bonzes syndicaux.

Par ailleurs, 20.000 tanneurs reprennent leurs grèves tournantes. Les syndicats annoncent : « Toutes les entreprises qui accepteront les améliorations proposées seront exclues de la lutte ». Qu'est-ce que cela signifie, sinon dire aux patrons : non seulement nous commençons la lutte divisés, selon les provinces, mais nous sommes prêts, contre une simple signature, à plétiner toute solidarité entre prolétaires en les divisant par entreprise ?

(Tiré de « Spartaco », mensuel syndical en langue italienne de notre Parti).

Le numéro 31, avril-juin 1965, de la revue théorique de notre Parti.

PROGRAMME COMMUNISTE

est paru. Au sommaire :

- Bilan de faillite du « socialisme au détail ».
- Le mouvement social en Chine (IV).
- Hegel, Staline et... les machines à coudre.
- Organisation et discipline communistes.
- Histoire de la Gauche Communiste (III).
- Enseignements de la scission de Tours.

Le numéro : 2,50 F (Belgique 25FB) - Abonnement annuel : 9 F - Abonnement combiné avec « Le Prolétaire » : 12 F - Abonnement de soutien : 20 F - Spécimen gratuit sur demande.

L'œuvre démoralisatrice de la presse syndicale

C'est se condamner à ne rien comprendre aux luttes immédiates des ouvriers que de se borner à ne prendre en considération l'attitude des directions syndicales qu'au seul moment de l'étouffement ou du sabotage des grèves. Si les salariés du secteur public, par exemple, se sont laissés enfermer dans le cadre sans issue d'une grève aussi stérile et démoralisante que celle du 27 janvier, c'est parce qu'ils étaient déjà démoralisés par la propagande dissolvante que les syndicats leur prodigent à longueur d'années. L'escarmouche passée, ils recommencent d'ailleurs de plus belle. Leurs chefs qui, il y a quelques semaines, n'avaient sur les lèvres que les mots « d'action » et de « lutte », se remettent placidement à faire exactement le contraire de ce qu'exigerait la préparation de ces actions et de ces luttes. Nous n'en voulons pour preuve que la position d'un des syndicats les plus importants de la Fonction publique, la Fédération C. G. T. des Postes et Télécommunications lorsqu'il s'adresse aux catégories les plus défavorisées de la profession, parle aux cadres, ou s'occupe des incidences de la planification étatique sur la situation du personnel des P.T.T. Précisons, avant d'entrer dans le détail, que si nous nous en prenons essentiellement à la C.G.T., c'est parce qu'elle représente à nos yeux une véritable tradition prolétarienne et qu'à elle seule il peut être fait grief de compromissions absolument normales chez des syndicats jaunes, comme ceux de F.O. ou de la C.F.D.T. qui ont été créés de toutes pièces, non pas pour défendre les intérêts des ouvriers, mais pour les trahir.

* *

Dans les P.T.T., le personnel féminin des Chèques Postaux et du Téléphone est certainement celui qui est soumis aux conditions de travail les plus intenses et à la discipline la plus sévère. Pour améliorer tant soit peu la situation de ce personnel tout le poids des agitations de la corporation tout entière ne serait pas de trop, à condition que ces agitations soit concentrées sur cet objectif unique : réduction uniforme de la journée de travail dans tous les services et pour toutes les catégories. Ce serait là le seul moyen de solidariser toutes les catégories autour de celles dont les conditions sont les plus mauvaises et qui, par surcroît, présentent, prises isolément, la résistance la moins forte à l'exploitation. Qu'en pense la C. G. T. ? Nous l'apprenons en parcourant son organe local « La Voix des P. T. T. de Provence » qui, dans son numéro de janvier-février, consacre une rubrique au personnel des Chèques Postaux. On y trouve la description détaillée des difficultés éprouvées par ce personnel ainsi que l'énumération des revendications qu'il pose. Mais quelle est la nature de la dénonciation ainsi faite et quels sont les moyens d'action qui sont proposés ?

« Les agents des Chèques — li-sons-nous — ... veulent qu'on respecte leur dignité de travailleuse », que la notatou du personnel fasse l'objet d'une « discussion plus humaine », que les textes réglementant la discipline soient appliqués « avec une certaine souplesse ». Ces agents, nous dit-on encore, « veulent voir réduire leur temps de travail ». A la bonne heure ! Nous voici enfin à l'essentiel. Mais cette réduction comment l'obtenir ? Le texte nous répond : « pour l'arracher, pour l'imposer... les agents des chèques sauront se rencontrer (1), s'unir et (c'est là sans doute le nec plus ultra de « l'action » et de la « lutte ») faire confiance à leurs collègues de la liste C.G.T. aux élections administratives paritaires » ! Le grand match pour la réduction de l'horaire de travail se jouerait donc à huis clos, autour du tapis vert ! De plus nous ne voyons là ni un seul mot qui invoque la solidarité indispensable du personnel des autres

services, ni l'ombre d'une allusion à un mouvement général qui seul peut donner quelque force à une catégorie littéralement terrorisée dans son service et qu'une telle tactique capitulaire enferme encore davantage dans son cadre d'isolement et d'impuissance. Nous ne découvrons pas la moindre explication concernant la cause sociale générale qui est à l'origine du sort professionnel particulièrement dur des agents des Chèques postaux. Ces derniers ont droit, dans la presse syndicale, à de belles phrases indignées, mais pas à cette vérité élémentaire, seule arme morale de toutes les catégories exploitées.

Pourquoi, aux chèques et au téléphone, travail et discipline sont-ils aussi draconiens ? Parce que ce sont les deux secteurs des P.T.T. qui ressemblent le plus aux secteurs de la production industrielle. Parce que les exigences du service y découlent directement du progrès des échanges, de la « prospérité » capitaliste et qu'en conséquence il y règne le même despotisme de fabrique que Marx disait être inséparable de la production moderne. Là tombe cyniquement le masque de « service public » et apparaît dans toute son horreur le dieu Rendement qui, tout comme dans la production industrielle, ne tolère aucune faiblesse, ne suppose aucune pondération, sa tyrannie n'étant pas plus le fait de « l'inhumanité » des chefs de service que les normes infernales dans la métallurgie ou le textile ne sont le fait du patron. Dans chacun des cas le seul despote, invisible et tout-puissant, implacable et aveugle, c'est le Capital, qu'il faudra bien que les salariés des chèques ou l'autre identifier s'ils veulent se défendre contre lui.

Pourquoi donc, en effet, ce personnel s'avère-t-il encore incapable de cette défense ? parce que, contre un adversaire unique, le syndicalisme moderne ne connaît d'autres batailles que celles en ordre dispersé. Parce qu'étant en majeure partie féminin, le personnel des chèques est plus sensible que tout autre aux pressions et intimidations ; et, surtout, parce qu'il est isolé. Mais pourquoi est-il isolé ? Parce que, depuis plus de dix ans, la C.G.T. prétend qu'on peut obtenir satisfaction en luttant bureau par bureau, service par service, catégorie par catégorie, et qu'elle n'en est venue, ces deux dernières années, à des mouvements généralisés (d'ailleurs limités à des grèves de 24 heures) que sur des objectifs tellement nombreux et disparates qu'on peut y placer une foule d'espoirs, mais non en retirer la moindre parcelle de satisfaction. C'est cette tactique détestable de guérilla qui est la principale cause de l'isolement du personnel féminin des P.T.T., de son infériorisation relative par rapport aux autres catégories de personnel. Ces dernières, dans certains centres de tri par exemple, ont obtenu des résultats non négligeables en matière de compensation du travail effectué le dimanche. Des heures leur ont été octroyées à cet effet. Les agents des chèques et les opératrices du téléphone en sont encore à attendre qu'on leur accorde quelques minutes de répit. Les ménages de postiers n'étant pas chose rare, on aura vu, par une ironie singulière, le mari se battre dans son service et y obtenir certaines satisfactions, tandis que l'épouse, impuissante, reste soumise à un régime draconien. Voyez donc où va se réaliser « l'unité » dont la C.G.T. s'affirme le champion !

* *

Cette singulière conception s'affirme de façon encore plus caractéristique dans l'attitude adoptée par la C.G.T. à l'égard de certains cadres, inspecteurs et surveillantes, dont la situation est assez spéciale en ce sens que leur fonction tend de plus en plus à prendre exclusivement un caractère coerci-

tif alors que, par tradition comme par exigence pratique, cette catégorie n'a pas renoncé à se solidariser avec le personnel. Si, pour ces cadres, pareille attitude est difficile, sinon intenable, elle ne devrait que davantage inciter le syndicat, organe de défense de l'ensemble des salariés, à être particulièrement clair quant à la nature contradictoire et inconciliable

des sollicitations dont inspecteurs et surveillantes font l'objet. Leur ralliement éventuel à la cause du personnel n'est bénéfique à ce dernier qu'à la condition d'être sincère ; et il ne peut être sincère qu'en étant parfaitement conscient. C'est donc au syndicat qu'il incombe d'être net et catégorique dans cette question. Existe-t-il un terrain où les intérêts de ces cadres sont

compatibles avec ceux du personnel d'exécution ? Il n'en existe qu'un : c'est celui de la lutte commune contre l'aggravation des conditions de travail, laquelle, non seulement est également préjudiciable aux deux catégories en présence, mais encore tend à dresser l'une contre l'autre. Cela, l'Admi-

Suite en page 2)

L'impérialisme triomphe mais démasque ses alliés

(Suite de la 1^{re} page)

long sursis. Reniant les principes de Lénine et de la III^e Internationale, selon lesquels le socialisme ne peut vaincre que par la destruction de tous les Etats bourgeois et l'établissement de la dictature prolétarienne dans tous les pays, le stalinisme au nom de la lutte contre Hitler, avait plié tous les partis communistes à la discipline nationale de leur gouvernement respectif : au P.C. indien il fit abandonner la lutte contre l'impérialisme britannique, au P.C. français il imposa une ligne patriotique qui alla jusqu'à l'abandon des revendications économiques des ouvriers. Pour le plus grand bien de l'impérialisme américain, grand triomphateur du second conflit mondial, Staline consentit non seulement au sacrifice de quelque vingt millions de paysans et d'ouvriers russes jetés à la boucherie pour permettre la victoire des anglo-saxons, mais encore implanta, dans tous les P.C. du monde, le conformisme, le respect de l'ordre, le culte superstitieux de l'Etat.

* *

Mais il n'existe pas plus de voie nationale au socialisme que de voie démocratique. Le drame du Vietnam clôt la phase tourmentée du mouvement anti-colonialiste afro-asiatique de l'après-guerre. La politique de Moscou-Pékin (alors parfaitement d'accord) a enfermé cette révolte des masses colonisées dans le carcan du nationalisme pur et simple. Dans le meilleur cas, la lutte a abouti à la formation de nations juridiquement indépendantes. Mais les Etats nationaux nés de l'émancipation coloniale se donnent partout pour tâche, sous le couvert d'un « socialisme » de pacotille, d'édifier une économie nationale, en concurrence les uns avec les autres et sous la domination de l'impérialisme, qui pour être moins évidente que celle du vieux colonialisme n'en est pas moins terrible. Cette édification économique dans le cadre national et à l'époque de l'impérialisme ne peut être assurée que par la surexploitation du prolétariat des ex-colonies. Encore ses résultats sont-ils tout autre que brillants, comme l'atteste le fait que, malgré toutes les propagandes de l'Ouest ou de l'Est, le fossé entre pays développés et pays sous-développés tend à se creuser et non à se combler.

Mais le mouvement n'est pas parvenu partout à la simple constitution d'un Etat national. Là où il a dû affronter l'impérialisme le plus puissant, les U.S.A. il a été battu. Là où l'absence de bases historiques et économiques suffisantes ne permettait pas à la bourgeoisie nationale de substituer sa domination à celle du colonialisme européen, l'impérialisme est resté en place, fût-ce par l'intermédiaire de gouvernements fantômes.

Pourquoi ces maigres résultats pour une vaste révolte de deux continents ? Parce que le prolétariat est la seule classe sociale capable d'affronter l'impérialisme. Parce que cette classe ne peut le faire que si elle est organisée internationalement, sur la base internationa-

liste et révolutionnaire du programme prolétarien, du communisme, qui doit jeter bas tous les Etats nationaux, grands ou petits, faibles ou puissants, oppresseurs ou opprimés. Parce que le mouvement d'inspiration russe ou chinoise de coexistence pacifique désarme la révolte sociale des couches opprimées en noyant ses éléments prolétariens et révolutionnaires dans un front de coalition avec les classes moyennes et petites bourgeoises. Parce que ce mouvement n'a su que prodiguer des phrases grandiloquentes sur le « droit des peuples », sans donner à ces peuples d'autre appui que l'appui diplomatique, borné par définition au terrain des transactions et des compromis avec l'impérialisme. Parce que les Etats qui dirigent ce mouvement sont eux-mêmes liés à l'impérialisme, ne pouvant, dans le meilleur des cas, que traiter avec lui d'égal à égal, mais jamais en position réelle d'ennemi. Parce que la collusion russo-chinoise qui a déjà sacrifié en 1954 la lutte héroïque du peuple vietnamien n'aura aucun scrupule à la sacrifier une seconde fois. Parce qu'enfin seule la lutte directe du prolétariat des grands pays industriels peut frapper l'impérialisme au cœur et le contraindre à relâcher son étreinte militaire en Asie et en Afrique, et que la politique nationale, démocratique, pacifiste, de collaboration des classes de Moscou et de Pékin la rend précisément impossible.

* *

Pourtant, dans le douloureux enlacement de l'histoire, les misères et les souffrances des classes en révolte ne sont jamais perdues. Le prolétariat ne pourra remonter la pente de sa défaite qu'après avoir purgé toutes ses illusions. La classe ouvrière ne retrouvera la foi en sa mission historique révolutionnaire que lorsque tous les renégats qui la dirigent se seront totalement déshonorés par leur complicité avec toutes les repressions et toutes les conservations sociales. Dès lors chaque triomphe sanglant de l'impérialisme, chaque lutte trahie par l'opportunisme constituent des étapes du processus qui nous achemine vers le réveil du prolétariat. Etapes d'une route longue et atroce, dont les épreuves sont à la mesure même de la défaite essuyée par la révolution socialiste il y a près d'un demi-siècle, mais qui ne peut avoir d'autre issue qu'une nouvelle révolution. Le martyr des combattants du Vietcong se situe sur ce long calvaire. Il faudra des années avant qu'il porte ses fruits. Mais de même que toutes les autres révoltes perdues, celles de Berlin-Est et de Budapest comme celles du Congo et de l'Algérie, elle ne demeurera pas sans vengeance au moment du règlement définitif des comptes entre bourgeoisie et prolétariat. En effet, tout éclatement politique dans la « ceinture de feu » de l'impérialisme, toute explosion sociale dans les « chaînons faibles » du réseau capitaliste, représente autant de fissures, de brèches dans le dispositif mondial de la dictature du capital. Pour les combler il faut non seulement les transformer en charniers où s'ac-

cumulent les cadavres des combattants tombés, mais il faut encore y ensevelir avec eux les illusions qui furent causes de défaite ainsi que le prestige et l'audience des renégats qui les ont propagées. Chaque bombe qui tombe au-delà du 17^e parallèle est un accroc de taille dans le décor tape à l'œil de la coexistence pacifique. Chaque Vietcong qu'on torture et fusille est un opprobre indélébile sur le front de ceux qui ont promis « paix et démocratie » et n'ont donné que massacre et esclavage !

Marx disait que la révolution était une « vieille taupe » minant la dictature des classes dominantes. Malgré ses morts, ses victimes et la trahison prévisible qui la clôturera, la lutte du Vietcong aura prolongé de quelques galeries profondes l'œuvre souterraine de la grande excavatrice de l'histoire. La révolte des paysans vietnamiens n'aura pas été vaine. Ne serait-ce que par l'afroint infligé au capitalisme yankee et qui désigne aux exploités de tout le globe leur plus exécutable ennemi. Ne serait-ce que par la haine qu'elle a semée dans toute l'Asie à l'égard de l'impérialisme le plus infâme. Ne serait-ce que parce qu'elle a démasqué ses complices les plus efficaces, ceux qui se dissimulent sous le nom usurpé de « communistes ».

Mais l'initiative d'un « nouveau cours » historique rompant avec toutes les trahisons du « socialisme national » ne peut venir d'Asie. La volonté consciente d'en finir avec toutes les misères et toutes les repressions incombe au prolétariat européen et à lui seul. Parce qu'il est le grand dépositaire de toute la tradition révolutionnaire ; parce qu'il a vécu directement les affres de la contre-révolution stalinienne, parce qu'il peut seul agir dans les centres vitaux de l'impérialisme, sans la destruction desquels toute victoire à la périphérie de la domination du capital demeure vaine.

La solution révolutionnaire ne peut venir des révoltes du monde ex-colonisé, même si son héroïsme contraste aujourd'hui avec l'apathie de la classe ouvrière occidentale, car c'est au cœur des vieilles métropoles impérialistes que devra être porté le coup décisif à la dictature du capital. Avoir réduit à l'impuissance le prolétariat des pays industrialisés en sacrifiant du même coup la lutte révolutionnaire des peuples colonisés, voilà le crime du mouvement soi-disant communiste patronné par Moscou.

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{ème})

Dépot légal 28794, déc. 63, Paris
Distribué par les N.M.P.P.

Le bilan de faillite de la politique contre-révolutionnaire des centrales syndicales et la ligne programmatique et tactique du Parti Communiste International

1) Dans la société actuelle dominant les rapports de production capitalistes qui engendrent et entretiennent une lutte permanente entre les classes fondamentales de la société ; ces classes ont des intérêts opposés et inconciliables.

En outre, le développement monopoliste du capitalisme exaspère de façon croissante les conflits de classes, la phase impérialiste caractérisant l'état d'agonie et de pourrissement des structures économiques et sociales.

Le capitalisme est incapable de développer les forces productives au bénéfice de toute la société, et il est historiquement mûr pour céder la place à une forme sociale nouvelle.

Le capitalisme ne peut qu'exprimer sa nature de parasite ; il subordonne à son existence, fondée sur l'extorsion de travail non payé — de profit —, l'intégralité des ressources techniques et scientifiques et des forces productives, tout en mettant une partie de leur produit à la disposition de couches intermédiaires : petite et moyenne bourgeoisie, aristocratie ouvrière, afin d'assurer sa propre conservation.

2) Poussée par ses contradictions internes, l'économie capitaliste tend à se concentrer dans l'Etat ; le régime du profit y trouve le seul rempart pour contenir l'assaut historique du prolétariat. Le capitalisme d'Etat, prévu par les classiques du marxisme et dont le développement réel a été génialement décrit par Lénine, constitue donc la forme la plus adéquate pour perpétuer les conditions d'exploitation du prolétariat.

3) Aujourd'hui, mieux qu'hier et encore plus ouvertement, apparaît évidente l'identité entre capitalisme et Etat, entre intérêts de la bourgeoisie et politique de l'Etat bourgeois ; il apparaît dans la lumière la plus crue que l'Etat central constitue le représentant des intérêts historiques permanents du capitalisme, quel que soit le gouvernement, quel que soit le parti ou la coalition de partis au pouvoir. C'est pourquoi toute lutte du prolétariat contre le capital, ne serait-ce que pour la défense de ses conditions économiques et salariales, se heurte inévitablement à l'Etat du capital, et constitue, bien qu'encore de façon inconsciente, une action subversive à l'égard de l'ordre constitué.

4) En société bourgeoise, il n'y a pas de conciliation possible entre les intérêts variés des différentes classes opposées ; on ne peut donc concevoir un programme syndical qui prétendrait défendre les intérêts contingents du prolétariat et, en même temps, refuserait le combat à fond contre le pouvoir d'Etat représentant les classes bourgeoises.

5) Les luttes économiques du prolétariat ne sont pas le fait de meneurs, elles sont imposées par le régime social existant, dans lequel d'un côté la bourgeoisie capitaliste, avec son Etat, tend, pour défendre ses privilèges, à comprimer dans des limites toujours plus étroites les conditions de classes travailleuses et de l'autre côté, les masses prolétariennes sont poussées à s'opposer à cet assaut capitaliste permanent pour ne pas être réduites en esclavage.

6) Le syndicat représente donc l'instrument de défense

économique du prolétariat. Mais l'efficacité de cet instrument dépend des forces politiques qui le dirigent, des objectifs qu'elles se proposent et des moyens qu'elles emploient.

7) Depuis plus de quarante ans, il n'y a pas eu sur la scène historique de luttes révolutionnaires autonomes du prolétariat, lequel est complètement prisonnier des partis opportunistes qui dominent sans conteste toutes les organisations de masses, les syndicats professionnels en premier lieu. Le syndicat, ainsi dirigé par des forces politiques non révolutionnaires ne constitue pas une menace pour le régime capitaliste, pas même sur son propre terrain de la lutte économique et bien que la centrale la plus forte, la C.G.T., n'ose pas encore renier ses origines de classe.

8) Les protestations de fidélité à la démocratie, à la constitution républicaine et à l'Etat constituent une preuve de la trahison ouverte des intérêts historiques du prolétariat et de l'abandon de toute lutte sérieuse en faveur des salariés. La démocratie est la forme typique de l'Etat capitaliste, au moyen de laquelle il parvient beaucoup plus facilement à tromper les masses d'exploités en leur donnant l'illusion que le système social actuel, fondé sur l'exploitation de la force de travail, est éternel et peut tout au plus être "corrigé". La Constitution démocratique républicaine est la charte officielle de cette mystification et de cette illusion, son but est de détourner le prolétariat de la poursuite de ses objectifs historiques qui sont l'abolition de l'actuel régime inhumain de production et de vie, et l'instauration de la société communiste.

9) Les chefs de l'appareil syndical accusent ceux qui continuent à parler de lutte de classe de se complaire dans la nostalgie du passé à cause de leur ferme volonté de proposer de nouveau à tout le prolétariat la solution révolutionnaire des contradictions sociales ; mais eux, ils ramènent le mouvement ouvrier de plus d'un demi-siècle en arrière quand ils entraînent les masses déshéritées sur la voie démagogique et sans issue de la réforme des structures économiques et sociales, effaçant du même coup la signification tragique de cinquante années de luttes terribles d'où sont sorties deux guerres mondiales sanglantes et la confirmation de la dictature du capital.

10) La perspective de réformes de structure et de "planification démocratique" mise en avant par les Centrales syndicales, ramène à un passé réformiste que l'histoire des dernières décennies s'est chargée, souvent avec une violence extrême, de détruire pour toujours, en démontrant que le capitalisme n'est pas à réformer, mais à anéantir.

11) Contenir les luttes revendicatives dans les limites des "réformes de structure" revient donc pour les Centrales syndicales, à renoncer par avance à défendre sérieusement le salaire et l'emploi, à renforcer l'illusion selon laquelle le régime fondé sur le travail salarié est éternel et, en conséquence, à détruire la volonté révolutionnaire des masses travailleuses.

12) L'alternative devant laquelle se trouve le mouvement ouvrier n'est pas : "réformisme démocratique ou fascisme", mais : "dictature ouverte ou dissimulée (démocratique) du capital, ou dictature prolétarienne" ; elle est : "révolution prolétarienne communiste victorieuse, ou destruction totale des forces productives".

13) C'est dans la misérable voie réformiste que s'est entièrement engagée la politique syndicale, non seulement celle des organisations d'origine bourgeoise, comme la C.F.D.T. et F.O., mais aussi celle de la C.G.T. Dans l'immédiat après-guerre, en accord avec la coalition politique socialo-communiste, la C.G.T. provisoirement réunifiée a lancé la consigne contre-révolutionnaire de la reconstruction de l'économie "nationale", puis, quand le pouvoir capitaliste fut reconstitué et puissamment renforcé, la centrale stalinienne tenta de se distinguer de F.O. par ses slogans de "lutte contre les monopoles". Durant cette période, les centrales ont subordonné leur politique revendicative à la conservation de l'appareil productif et de l'économie nationale, c'est-à-dire des privilèges fondamentaux des classes capitalistes.

14) Les luttes pour revendiquer des salaires hiérarchisés ont favorisé la formation d'une couche d'ouvriers privilégiés, mieux rétribués, au détriment de la grande masse des salariés. La division du front de la classe ouvrière a été poursuivie par les luttes fractionnées, ce qui a permis au patronat, aux directions d'entreprises, et aux monopoles eux-mêmes, d'amortir les chocs et d'absorber les revendications ouvrières sans en subir de dommages.

Les revendications pour obtenir des primes de production ou de rendement et des heures supplémentaires ont favorisé le renforcement de l'exploitation des ouvriers, préparant le chômage et, en général, le démembrement de l'unité de classe.

15) Des grèves locales ou de catégorie, dont la plus marquante fut celle des mineurs en 1963, ont été disloquées à l'avance, ou dévoyées au cours de la lutte, dans le dessein d'empêcher la liaison entre les différentes catégories et par crainte que la lutte, sous la poussée des conditions tragiques de la classe ouvrière, ne se généralise et ne propose automatiquement une direction politique nouvelle et toute différente du syndicat.

Lorsque le capitalisme a procédé à des licenciements comme à Nantes ou à La Seyne, les Centrales syndicales n'ont su organiser aucune défense générale des ouvriers, mais elles ont laissé les patrons régler les licenciements et les réductions d'horaires entreprise par entreprise ; elles ont laissé ainsi se disperser la colère ouvrière en épisodes locaux afin d'empêcher que, confluant en un grand élan collectif, le prolétariat revienne à la lutte directe et généralisée contre le capitalisme, et du même coup démasque, dans le feu du combat, la trahison des chefs syndicaux.

16) La fameuse unité syndicale recherchée par les dirigeants de la C.G.T. avec les Centrales jaunes, C.F.D.T. et F.O. qui expriment ouvertement des intérêts patronaux, ne se réalise pas et ne peut se réali-

ser sur la base du programme de défense des intérêts généraux communs à tous les prolétaires. Elle vise plutôt à créer une organisation syndicale contre-révolutionnaire unique qui emprisonnerait tous les travailleurs, de la même façon qu'hier la C.G.T. réunifiée après la guerre pour assurer l'adhésion du prolétariat à la reconstruction capitaliste, s'est scindée du fait de la constitution de la C.G.T.-F.O. aux fins de briser le plus rapidement possible les résistances naturelles des ouvriers en divisant le front prolétarien.

Ou bien le retour à l'unité

prolétarienne signifie — comme maintenant — l'abandon complet par la C.G.T. des dernières apparences de classe ; ou bien

— comme nous le désirons — il sera le produit de la mobilisation de classe croissante des salariés décidés à retrouver une organisation unique, compacte et invincible, dont la condition préalable est le remplacement des chefs traîtres par des dirigeants fidèles aux intérêts des ouvriers.

(Dans le prochain numéro : « Pour une direction révolutionnaire du syndicat »)

"L'insupportable doute" des trotskystes

L'évolution des trotskystes en matière de tactique et d'action est déjà une véritable injure au nom du grand révolutionnaire que fut Trotsky, mais elle est plus pitoyable encore dans le domaine vital de la théorie : la nature de l'économie russe, entre autres, restera toujours pour les trotskystes un insupportable mystère. Le journal « Voix ouvrière » qui, à défaut de programme politique, se flatte d'épouser et de diffuser les « idées de Trotsky », a consacré un article de son numéro de février aux fameuses théories libérales de l'économiste russe Liberman dont les conceptions ont déjà fait l'objet d'amples commentaires dans nos colonnes.

On sait que Liberman, lorsqu'il réclame la plus grande liberté d'action pour les chefs d'entreprise, ne vise ni plus ni moins qu'à permettre l'affirmation au grand jour en Russie des entrepreneurs capitalistes jusqu'ici cachés. Nous sommes convaincus depuis plus de trente ans qu'un U.R.S.S. où existent le salariat, la production marchande, la monnaie et la loi de la valeur, le capitalisme règne en maître et ne peut manquer de s'affirmer toujours plus ouvertement, contraignant les économistes et les politiciens russes à avouer la véritable nature de leur « socialisme ». L'apologie du profit par Liberman est un de ces aveux.

Mais la « Voix ouvrière » n'est pas de notre avis. C'est, dit-elle, être « obsédés par le fétichisme des mots » que de conclure à l'existence du capitalisme en Russie simplement parce qu'on y utilise les termes de bénéfice, profit et marché ! « Le projet de nouvelles méthodes de planification, écrit « Voix ouvrière », malgré son importance, est un indice trop faible pour permettre d'en préjuger l'avenir de l'U. R. S. S. Il se peut que la bureaucratie ait déclenché des forces qui peuvent lui être dangereuses. Mais qu'elle prenne conscience de ce danger et elle n'hésitera pas à faire un tournant à 180°, à imposer le retour à la centralisation absolue... ». O disciples indignes, vous mélangez tout ! De la mystification de la « libéralisation » politique et sociale en Russie, vous concluez à la toute-puissance de l'Etat russe sur les lois économiques, reniant du même coup l'A.B.C. du marxisme. De l'absence de « libertés civiles », vous déduisez l'existence d'obstacles infranchissables à la liberté du marché ! Sachez pourtant

qu'après la destruction de rapports pré-capitalistes l'implantation du capitalisme est inévitable et irrésistible, dès lors que la révolution prolétarienne n'a pas eu la possibilité de se passer de la production de marchandises, comme ce fut précisément le cas dramatique de la révolution d'octobre, isolée dans un pays arriéré où l'accumulation de capital était une nécessité inéluctable tant que la révolution ne s'étendait pas à des pays capitalistes développés.

Aucune révolution en Occident n'est venue briser l'isolement du pouvoir prolétarien en Russie, et il en est mort. L'Etat stalinien et toute sa « bureaucratie », comme vous dites, s'est dressé sur ses ruines en se faisant l'agent de l'accumulation capitaliste en Russie, le défenseur de la nation russe, du capitalisme national russe. Aujourd'hui tout cela devient évident a posteriori et un Liberman, par exemple, réclame la liberté incontestée des chefs d'entreprise et chante un hymne au profit. A vous cela ne suffit pas ! Vous nous faites irrésistiblement penser au cocu de l'histoire qui, ayant filé sa femme et son amant, s'étant faufilé dans la chambre pour les prendre en flagrant délit, voit la lumière s'éteindre et se lamenté : « toujours cet insupportable doute ! ».

Souscription permanente 1965

LISTE N° 3 :

Sylvain, 1 ; soutien Ali, 8 ; Alain, 30 ; réunion Marseille, 41 ; François, 12 ; Vive le Prolétaire, 10 ; Suzanne, 12 ; Pierre, 12 ; Lucien, 12 ; Emile, 2 ; Gérard, 5 ; soutien Adelino, 8 ; soutien Elisa, 8 ; soutien Adolphe, 8 ; Ottavio, Marcel, Hilden, André, Francine, Guy, Serge, Robert, Fabienne, Jacques et Oscar, 120 ; Alger, 50 ; soutien Germaine, 5 ; Thouri, 5 ; Mario, 10 ; réunion publique Lancry, 100 ; Cecchino, 5 ; Thouri, 5 ; Bice, 20 ; Elio, 24 ; Bruno, 2,4 ; Amadeo, 2,4 ; W. salve Bruxelles, 50 ; Vive le Prolétaire, 20 ; un retraité P.T.T., 10 ; une femme de ménage, 5 ; après réunion, 35 ; Toulon, 120 ; Lucien, 3 ; Christian, 12 ; Emile, 12 ; François, 12 ; Pierre, 8 ; Piccolo, 20 ; Pour la révolution, 12 ; Lucien, 12 ; Suzanne, 20 ; Romain, 4 ; Gérard, 1,20 ; René, 1,70 ; Victor, 2 ; Jean, 2 ; Jacques, 2 ; René, 2 ; Louis, 2 ; Roger, 2 ; Antoine, 2 ; Pierre, 2 ; Paul, 2 ; Michel, 2 ; Frank, 2.
Total liste n° 3 : 966,70 F.
Total précédent : 880,80 F.
Total : 1.847,50 F.